

Brésil/Accusé de corruption

Temer mobilise ses troupes

AFP
Brasilia/Brésil

Pour éviter une inculpation, il doit s'assurer l'appui d'un tiers des députés.

PREMIER président brésilien formellement accusé de corruption, Michel Temer a commencé hier à mobiliser ses soutiens au Parlement pour sauver à nouveau son mandat dans cette ultime phase de la crise politique qui déchire le pays.

Le calcul est simple : pour éviter d'être inculpé, il doit s'assurer l'appui d'un tiers des députés.

Dans le cas contraire, il sera traduit devant la Cour suprême et écarté du pouvoir pour 180 jours, le temps de la procédure.

Il s'agirait du deuxième changement brutal en un an à la tête de la grande puissance latino-américaine, après la destitution de Dilma Rousseff (gauche) pour maquillage des comptes publics.

Mais ce vieux renard de la politique a montré depuis le début de la crise qu'il allait lutter jusqu'au bout pour éviter de subir le même sort.

"Le président passe à la phase de la guerre totale

pour sauver son mandat", affirmait hier l'éditorialiste Bernardo Mello Franco, du journal Folha de Sao Paulo, tandis que M. Temer n'avait pas encore réagi à sa mise en accusation.

Sa stratégie : battre en brèche les accusations du procureur-général Rodrigo Janot.

"Pour des raisons personnelles, le procureur général met le pays en péril avec sa croisade politique", critique une source présidentielle citée par le quotidien. Le procureur a aussi requis contre le chef de l'Etat une amende de 10 millions de réais (environ 1,8 milliard de francs) pour "préjudice moral collectif".

"CRISE DE REPRESENTATIVITE"

Les spécialistes jugeaient hier la plupart des parlementaires peu enclins à porter le coup fatal à M. Temer : un grand nombre d'entre eux trempent aussi dans des affaires de corruption.

Le groupe de consultants Eurasia estime à 70% ses chances de mener son mandat à son terme, fin 2018.

"Cette accusation formelle est grave, mais elle ne change pas la situation du président, qui, même affaibli, devrait obtenir au Parlement le nombre de votes nécessaires", explique à



Photo : AFP

Pour éviter une inculpation qui serait synonyme d'infamie et de mise à l'écart, le président Michel Temer a dû battre le rappel de ses troupes.

l'AFP Ricardo Ribeiro, du cabinet de consultants MCM.

Mais Ricardo Ribeiro considère que l'affaiblissement de M. Temer rend "improbable" l'approbation des mesures d'austérité qui lui permettent pour le moment de s'assurer le soutien des milieux d'affaires.

L'annonce de sa mise en accusation n'a pourtant pas déclenché de mouvement de panique des marchés, comme ce fut le cas quand le scandale a éclaté, à la mi-mai, avec les premières accusations de corruption à son égard révélées par le journal O Globo.

Une heure après son ouverture, la Bourse de Sao Paulo reculait légèrement, cédant 0,27%.

Mais M. Temer devra aussi se méfier du parti social-démocrate (PSDB), allié clé du gouvernement, qui lui est pour le moment resté fidèle au nom des réformes pour sortir le pays de la ré-

cession, mais qui pourrait changer d'avis.

D'autant plus que la cote de popularité du président est au plus bas, à 7%, avec 65% des personnes interrogées réclamant son départ, selon un sondage publié samedi par Datafolha.

"Nous vivons une vraie crise de représentativité. Les partis politiques se sont éloignés des couches populaires et des besoins sociaux du pays", déplore auprès de l'AFP Nicolas Crapez, fonctionnaire de 34 ans.

M. Temer est accusé de s'être "prévalu de sa condition de chef de l'Etat" pour recevoir des pots-de-vin de la part du géant de la viande JBS par l'intermédiaire de l'ex-député Rodrigo Rocha Loures.

Arrêté au début du mois, cet ancien proche collaborateur du président a été filmé en train de recevoir une valise pleine de billets.

ENREGISTREMENT COMPROMETTANT

Mais les déboires du président Temer ne s'arrêtent pas là. Rodrigo Janot pourrait formuler prochainement de nouvelles mises en accusation, pour entrave à la justice et association de malfaiteurs.

Selon l'enquête de la police fédérale, dont le rapport a été rendu public lundi soir, il aurait "encouragé" le versement de pots-de-vin pour acheter le silence de l'ex-député Eduardo Cunha.

Artisan de la destitution de M. Rousseff, M. Cunha est aujourd'hui en prison pour son implication dans le gigantesque scandale de corruption Petrobras.

Ces accusations sont fondées sur les témoignages de Joesley Batista, un des propriétaires de JBS, auteur d'un enregistrement clandestin compromettant pour le président Temer le 7 mars dernier.

L'une des principales lignes de défense des avocats de M. Temer est que l'enregistrement a été "manipulé", mais l'expertise de la police estime qu'aucun montage n'a été effectué.

Pire encore, les experts ont déchiffré d'autres extraits compromettants, auparavant inaudibles.

L'Afrique en bref

•Guinée équatoriale/Justice. "BMA" : coup de théâtre au tribunal

Le mercenaire anglais Simon Mann, impliqué dans une tentative de coup d'Etat en 2004 contre le président équato-guinéen Teodoro Obiang, a accusé lundi le financier américain Georges Soros et l'avocat de Transparency William Bourdon d'avoir voulu renverser le régime.

• Kenya/Attentat. Huit personnes tuées par un engin explosif

Huit personnes, quatre enfants et quatre policiers, ont été tuées et plusieurs blessées mardi par l'explosion d'un engin piégé au passage de leur véhicule dans l'est du Kenya, à la frontière avec la Somalie, a-t-on appris de source policière.

• RDCongo/Rébellion. Kasai : enquête sur un député

Le bureau de l'Assemblée nationale de la RDC a autorisé le parquet à enquêter sur l'implication d'un député du Kasai soupçonné d'être l'un des instigateurs des violences meurtrières dans cette région du centre du pays, a-t-on appris mardi de source judiciaire.

France/Parlement

François de Rugy élu président de l'Assemblée

AFP
Paris/France

Les députés ont salué l'élection de cet ex-écologiste de La République en Marche, le parti présidentiel, par une ovation debout.

UN ex-écologiste passé à La République en marche (REM), le parti du président centriste Emmanuel Macron, a été élu hier président de l'Assemblée nationale française.

François de Rugy, 43 ans, a recueilli 353 voix de ses pairs, face à quatre autres prétendants. Sur les 577

députés de la chambre basse du Parlement, 567 ont pris part au vote. 24 bulletins étaient blancs ou nuls.

Les députés ont salué son élection par une longue ovation debout.

Député de Loire-Atlantique (ouest) depuis 2007, François de Rugy, ancien coprésident du groupe écologiste et ancien vice-président de l'Assemblée, a bénéficié du soutien des 308 députés REM et des 42 députés MoDem, parti centriste allié de La République en Marche. Il avait fait campagne sur le thème de la "modernisation".

Le président de l'Assemblée nationale est le qua-



Photo : AFP

L'ex-écologiste François de Rugy, 43 ans, est le nouvel occupant du "perchoir", à l'Assemblée.

trième personnage de l'Etat. Outre la direction des débats dans l'hémicycle et la discipline depuis son siège, communément appelé "le perchoir", il a d'importants pouvoirs de

nomination. Résidant à l'Hôtel de Lassay, hôtel particulier jouxtant l'Assemblée à Paris, le président a notamment le pouvoir de nommer trois des neuf membres du

Conseil constitutionnel, un lors de chaque renouvellement triennal. Il peut également saisir le Conseil.

Il doit aussi être consulté dans des cas particuliers par le président de la République : en cas de dissolution ou en cas de mise en œuvre des pouvoirs spéciaux de l'article 16 de la Constitution, "lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu".

A travers le monde

• France/Politique. L'ex-Premier ministre Raffarin quitte la politique, Valls le PS



Photo : AFP

L'ancien Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin (photo) a annoncé hier qu'il quittait la politique afin de créer une ONG internationale "pour alerter contre les risques de guerre", dans une tribune de presse. De son côté, son (lointain) successeur Manuel Valls a fait part de son départ du Parti socialiste (PS). A l'Assemblée, il siègera comme député apparenté La République en Marche (LREM).

• Syrie/Conflit. 57 morts dans l'est

Un bombardement aérien mené lundi par la coalition antijihadiste dirigée par Washington contre une prison tenue par le groupe Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie a fait au moins 57 morts, en grande majorité des détenus, rapportait hier une ONG.

France-Etats-Unis/En cas d'attaque chimique en Syrie

Macron et Trump prêts à "travailler à une réponse commune"

AFP
Paris/France

LES présidents français et américain Emmanuel Macron et Donald Trump ont souligné hier lors d'une conversation téléphonique "la nécessité de travailler à une réponse commune en cas d'attaque chimique en Syrie", a annoncé la présidence française.

Cette déclaration intervient alors que les États-Unis ont accusé lundi soir le régime syrien de Bachar al-Assad de préparer une nouvelle attaque chimique, et se sont dits prêts à riposter comme ils l'avaient fait après une attaque chimique présumée à Khan Sheikoun (nord) qui a fait au moins 88 morts début avril.

L'avertissement américain a été motivé par une activité suspecte sur la base

aérienne syrienne d'où était partie la précédente attaque, selon le Pentagone.

Interrogé hier midi sur le fait de savoir si la France disposait d'informations similaires, le ministère des Affaires étrangères français n'avait pas répondu.

En avril, le président Trump avait organisé des frappes de représailles dans la nuit du 6 au 7 sur une base aérienne du régime de Damas. Et ce sans

en avertir la France, selon une source diplomatique.

En août 2013, une attaque aux armes chimiques près de Damas qui avait fait plus de 1 400 morts selon le renseignement américain, avait failli déclencher une intervention militaire conjointe américaine et française, au titre de la "ligne rouge" tracée par de Barack Obama.

Mais le président américain de l'époque avait renoncé au dernier moment,

préférant sceller un accord avec Moscou de démantèlement de l'arsenal chimique syrien. Paris en avait conçu une amertume durable contre son allié américain.

Recevant fin mai le président russe Vladimir Poutine à Versailles Emmanuel Macron avait repris ce principe de ligne rouge et affirmé que la France répliquerait, même si elle était seule, en cas d'attaque chimique avérée.